

COMMUNIQUE

Les fonctionnaires dans l'action le 8 février

*Vouloir le service public, c'est choisir une société d'égalité,
de droits démocratiques, de justice sociale et de solidarité.*

Les services publics sont au cœur de la République : sans eux, Liberté, Egalité, Fraternité sont de vains mots. Les fonctionnaires qui les font vivre y sont attachés comme citoyens et comme salariés.

Or la manière dont ils sont traités par les pouvoirs publics depuis des années semble signifier qu'ils sont à la limite du parasitisme social : ils sont souvent considérés comme des paresseux, des planqués, des privilégiés et désignés comme tels par les dirigeants politiques qui les ont en tutelle.

Et s'ils sont mal payés et soumis à des tâches de plus en plus nombreuses, n'est-ce pas en raison de l'opinion injurieuse qu'on a d'eux ?

Imagine-t-on ce que serait la République sans son Ecole, son service de santé, de Justice, de sécurité et les administrations nécessaires au fonctionnement de ses services et institutions ?
Elle n'existerait plus !

Nos concitoyens, tous les habitants de ce pays, ont besoin des **services publics tels que la République les promet et les permet** ; et ils ont autant besoin des fonctionnaires qui sont devant leurs enfants dans les écoles, les collèges et les lycées que de ceux qui veillent à leur sécurité et à celle de leurs biens, autant besoin des fonctionnaires qui les soignent dans les hôpitaux publics que de ceux qui permettent que soient sanctionnées les contraventions à la loi, autant besoin des fonctionnaires ou assimilés qui leur procurent des moyens de transport et de communication, l'énergie nécessaire à la vie quotidienne et professionnelle que de ceux qui gèrent la contribution des citoyens à tous ces services publics. **La solidarité de la société et la probité de l'Etat passent par les services publics et leurs fonctionnaires.**

Pourquoi les désespérer ? Pourquoi négliger à ce point leurs qualifications, leurs compétences, leur dévouement ? Pourquoi en faire des travailleurs mal payés et de plus en plus mal (40% des fonctionnaires ont un traitement inférieur au SMIC) ? **Pourquoi paupériser à ce point**

les serviteurs de l'Etat ? Pourquoi, en réduisant les services publics et le nombre de leurs fonctionnaires priver d'emplois une masse de jeunes adultes qui ont reçu une formation leur permettant d'assurer la continuité de la République ?

Le SNCA e.i.L. a eu l'occasion de le dire souvent : **la République n'est plus aux mains des républicains**. Que les travailleurs des trois fonctions publiques et de ce qui reste des régions d'Etat soient ainsi contraints au combat pour réclamer leur dû, pour sauver ce que leurs prédécesseurs ont obtenu de haute lutte afin d'assurer leur mieux être et celui de leurs familles, en dit long sur **le recul de la conscience républicaine des responsables politiques** qui pensent et disent qu'il faut réduire les services publics au minimum et en privatiser l'essentiel (ils appellent cela « moderniser » la France ...)

Quand la fonction publique est réduite à sa plus simple expression, la corruption est omniprésente. En exigeant d'être mieux payés et mieux traités, en réclamant davantage d'emplois pour servir les citoyens, en défendant leurs services publics, **les fonctionnaires défendent aussi la démocratie républicaine**.

Paris, le 7 février 2007